

**Point de presse de la porte-parole -
Union européenne/Participation de
M. Jean-Yves Le Drian au Conseil
affaires étrangères -
Saint-Siège/Canonisation de Paul VI
- Union européenne/Déplacement de
Mme Nathalie Loiseau à Bordeaux -
Disparition de M. Jamal Khashoggi
(Paris, 12 octobre 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au Conseil Affaires étrangères (15 octobre 2018)

M. Jean-Yves le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera au Conseil affaires étrangères à Luxembourg le 15 octobre 2018.

- Libye. Les ministres aborderont la situation en Libye après la réunion ministérielle organisée, à l'initiative de la France, le 24 septembre dernier en marge de l'Assemblée générale des Nations unies et en préparation de la conférence de Palerme qu'organisera l'Italie les 12 et 13 novembre prochains et à laquelle la France apporte son soutien. M. Jean-Yves Le Drian soulignera l'importance de mettre en oeuvre les priorités identifiées lors de la réunion ministérielle de New York : appui à la médiation du représentant spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ghassan Salamé ; soutien au Premier ministre, M. Fayez Sarraj ; sanction à l'encontre de ceux qui obstruent le processus politique ; nécessité d'avancer vers des élections transparentes, pacifiques et bien préparées le plus rapidement possible, dans la continuité de la conférence de Paris.

- RCA. À la demande de la France et dans un contexte d'influence croissante d'acteurs extérieurs, les ministres évoqueront la République centrafricaine. Le ministre plaidera pour un renforcement de l'action de l'UE, aux côtés de l'Union africaine, des pays de la région et de l'ONU, en faveur de la stabilisation du pays et de la restauration de l'autorité de l'Etat. Ce renforcement passe en particulier par un soutien aux forces de sécurité intérieure centrafricaines en complément du soutien très important déjà apporté par l'UE aux forces armées centrafricaines par le biais de la mission EUTM RCA. La mobilisation de tous les partenaires européens pour aider ce pays est nécessaire.

- Migrations. Les ministres aborderont les aspects externes des migrations dans le cadre du suivi du Conseil européen du 28 juin et avant le Conseil européen du 18 octobre qui évoquera à nouveau ce dossier. Le Haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, M. Grandi, et le nouveau directeur de l'Organisation internationale pour les migrations, M. Vitorino,

participeront aux échanges. Le ministre rappellera qu'une réponse européenne, qui doit être responsable et solidaire, est indispensable pour répondre au défi migratoire. Il appellera à renforcer la coopération avec les pays tiers dans le cadre d'une approche globale des migrations et d'une responsabilité partagée entre pays d'origine, de transit et d'accueil. Seront abordés le renforcement des capacités des Etats tiers, la lutte contre le trafic d'êtres humains, l'engagement européen en matière de réinstallations, la coopération en matière de réadmission ainsi que la nécessité à long terme d'un partenariat ambitieux entre l'UE et l'Afrique. La France rappellera également l'importance d'un soutien des Etats européens au Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières qui sera adopté à Marrakech en décembre prochain.

- Venezuela. Les ministres aborderont la situation dans ce pays et la réponse de l'UE face à la crise politique, économique et migratoire que connaît le pays. Le ministre plaidera pour le maintien d'une position de fermeté de l'UE face aux atteintes aux droits fondamentaux, ainsi que pour un soutien actif de l'Union à une solution négociée, en coordination avec les partenaires internationaux et régionaux.

- À l'initiative de la France, un régime européen de sanctions contre la prolifération et l'utilisation d'armes chimiques sera adopté lors de ce conseil.

2 - Saint-Siège - Canonisation de Paul VI (14 octobre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères se rendra au Vatican, dimanche 14 octobre, pour représenter la France à la messe de canonisation de sept bienheureux dont Paul VI, pape qui entretenait des liens étroits avec de grands intellectuels de notre pays. Paul VI a mis en oeuvre les grandes réformes du Concile Vatican II et oeuvré en faveur du dialogue oecuménique et interreligieux.

Le ministre rencontrera ensuite au cours d'un déjeuner des prélats français, membres de la curie romaine ainsi que les quatre évêques français délégués au synode des évêques sur la jeunesse actuellement réuni à Rome pour un échange sur les grands enjeux internationaux, le dialogue interreligieux, la réforme en cours de la curie et les questions bioéthiques à l'approche des Etats généraux de la bioéthique.

3 - Union européenne - Déplacement de Mme Nathalie Loiseau à Bordeaux (12 octobre 2018)

La ministre chargée des affaires européennes, Mme Nathalie Loiseau, se rend le vendredi 12 octobre 2018 à Bordeaux, à l'invitation de M. Alain Juppé, maire de Bordeaux. Elle y participe à une consultation citoyenne sur l'Europe portant sur les attentes de la jeunesse vis-à-vis de l'Union européenne, organisée par l'école de commerce Kedge Business School, dans le cadre des journées Erasmus ("Erasmus Days").

La ministre se rend également au lycée Gustave Eiffel pour un échange avec des bénéficiaires du programme Erasmus, que ce soit dans le cadre de leurs études universitaires ou de leur formation professionnelle.

Les journées Erasmus se déroulent le vendredi 12 et le samedi 13 octobre à l'initiative des agences Erasmus de la vingtaine de pays (UE et hors UE) dans lesquels est implanté le programme Erasmus+. Plus de 1300 événements sont prévus, afin de célébrer la 31ème année de succès de ce programme qui incarne les valeurs de diversité et d'ouverture indissociables de l'Union européenne.

Dans son discours prononcé à la Sorbonne en septembre 2017, le président de la République avait proposé qu'en 2024, la moitié d'une classe d'âge ait passé, avant ses 25 ans, au moins six mois dans un autre pays européen, qu'il soit étudiant ou apprenti. À ce titre, la France soutient le doublement du budget Erasmus proposé par la Commission européenne pour la période 2021-2027.

4 - Disparition de M. Jamal Khashoggi

La disparition à Istanbul, le 2 octobre dernier, de M. Jamal Khashoggi, suscite de graves interrogations sur son sort. La France demande que les faits soient clairement établis et que tous ceux qui peuvent contribuer à la manifestation de la vérité y concourent pleinement. C'est le message que nous avons transmis aux autorités saoudiennes. Les accusations portées contre elles nécessitent qu'elles fassent preuve de transparence et y apportent une réponse complète et circonstanciée.

La défense de la liberté de la presse et de la liberté d'expression ainsi que la protection des journalistes sont des priorités de la France, alors que près de 800 journalistes ont été tués dans l'exercice ou en raison de leurs fonctions à travers le monde au cours des dix dernières années selon RSF, et que 90% des crimes commis à l'encontre des journalistes restent sans suite judiciaire./.